

Maître d'ouvrage

Ministère chargé des transport

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de MARSEILLE

16, rue Antoine Zattara

CS 70248

13 331 Marseille cedex 3

Téléphone : 04.86.94.68.00

Courriel : sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

Route Nationale n° 85

Travaux de confortement des berges de la Bléone

Commune d'Aiglun (04)

D.C.O.E.

Bordereau 2

2.5 : Arrêté d'autorisation environnementale

Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de MARSEILLE

16, rue Antoine Zattara

CS 70248

13 331 Marseille cedex 3

Téléphone : 04.86.94.68.00

Courriel : sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interdépartementale des routes nationales
MÉDITERRANÉE

www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr

Digne-les-Bains, le - 3 OCT. 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025- 246 - 007

Portant autorisation environnementale au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement pour le confortement des berges de La Bléone le long de la route nationale 85, commune d'Aiglun

Portant dérogation aux interdictions de destruction, de perturbation intentionnelle de spécimens et d'habitats d'espèces animales protégées au titre de l'article L411-2-4° du code de l'environnement

LA PRÉFÈTE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
*Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 août 2025 portant nomination de Mme Isabelle TOMATIS, préfète des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le dossier d'autorisation environnementale déposé le 07 avril 2023 par téléprocédure par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée - Service d'Ingénierie Routière demeurant 520, Allée Henri de Montmorency - 34712 MONTPELLIER, dossier référencé n° B-230406-134602-278-028 pour le projet de confortement des berges de la Bléone le long de la route nationale 85 sur la commune d'Aiglun conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'ARS en date du 16 mai 2023 ;

VU le courrier de la Direction Départementale des Territoires en date du 28 juin 2023 de demande de compléments adressé à la DIRMED ;

VU l'avis n°2023-12 du 21 septembre 2023 du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région PACA ;

VU le mémoire en réponse du bénéficiaire à l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région PACA produit le 21 décembre 2023 ;

VU les compléments déposés par le bénéficiaire en date du 21 décembre 2023 ;

VU l'arrêté n° 2024-058-011 du 27 février 2024 portant prorogation du délai d'examen dans le cadre de l'instruction de l'autorisation environnementale au titre des articles L 181-1 et suivants du code de l'environnement concernant le dossier de confortement des berges de la Bléone le long de la route nationale 85 sur la commune d'Aiglun ;

VU la demande d'avis de l'autorité environnementale adressé par la Direction Départementale des Territoires le 27 février 2024 à l'Inspection Générale de l'environnement et du Développement Durable qui en a accusé réception le 26 mars 2024 ;

VU la délibération de la commune d'Aiglun en date du 08 avril 2024 ;

VU l'avis délibéré n°2024-031 de l'autorité environnementale adopté lors de sa séance du 30 mai 2024 ;

VU le mémoire en réponse du bénéficiaire à l'avis de l'autorité environnementale produit le 21 octobre 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-051-002 du 20 février 2025 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale pour les travaux de confortement des berges de La Bléone à proximité de la route nationale n°85 sur le territoire de la commune d'Aiglun ;

VU l'enquête publique qui s'est tenue du 23 avril 2025 au 23 mai 2025 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur et ses conclusions motivées et avis en date du 17 juin 2025, transmis à la DIRMED le 19 juin 2025 ;

VU l'information des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 30 juin 2025 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-226-002 du 14 août 2025 portant prorogation du délai pour statuer sur une autorisation environnementale au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement pour les travaux de confortement des berges de La Bléone à proximité de la route nationale n°85 sur le territoire de la commune d'Aiglun ;

VU le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire en date du 19 août 2025 pour procédure contradictoire ;

VU l'avis du bénéficiaire sur le projet d'arrêté en date des 03 et 08 septembre 2025 ;

VU la déclaration de projet au titre de l'article L. 126-1 du code de l'environnement en date du 22 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, conformément à l'article L. 211-1 du code de l'environnement :

- du fait de la maîtrise des pollutions pendant la réalisation du chantier, visant à assurer la protection de la qualité des eaux superficielles et souterraines,
- du fait des mesures de compensation, d'accompagnement et de suivi prévues, qui permettent de concilier, lors de la réalisation des travaux, les exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et les activités humaines exercées ;

CONSIDÉRANT que le choix d'une protection au plus près de la RN 85 constitue une mesure d'évitement majeure du projet, cette solution retenue relevant du moindre impact environnemental du fait de l'augmentation de l'espace de mobilité de La Bléone d'environ 5310 m² ;

CONSIDÉRANT que le confortement des berges de la Bléone implique la destruction d'habitats et d'individus d'espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence de solutions alternatives satisfaisantes,

CONSIDÉRANT que la réalisation de ce projet répond à des raisons d'intérêt public majeur et répond notamment à un impératif de sécurité routière,

CONSIDÉRANT l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région PACA (CSRPN) qui estime que les mesures d'évitement et de réduction sont pertinentes mais que certaines mesures de compensation et d'accompagnement doivent être complétées et améliorées ;

CONSIDÉRANT que le mémoire établi par le maître d'ouvrage en réponse à l'avis du CSRPN précise et complète les mesures de compensation et d'accompagnement ;

CONSIDÉRANT que les compléments et engagements apportés par le maître d'ouvrage, ainsi que les prescriptions du présent arrêté, sont de nature à répondre aux réserves émises par le CSRPN;

CONSIDÉRANT qu'il ressort donc du dossier d'autorisation et de ses compléments que le projet satisfait aux conditions posées par le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du Commissaire Enquêteur du 17 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'impact résiduel du projet ne remet pas en cause l'état de conservation des populations des espèces protégées concernées, et se traduit par une absence de perte nette de biodiversité, sous réserve de la mise en œuvre, par le bénéficiaire de la présente dérogation, des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, de suivi et d'accompagnement proposées dans le dossier technique et le mémoire en réponse à l'avis du CSRPN, et prescrites par le présent arrêté ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Titre 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

La Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED), Service d'Ingénierie de Marseille sis 16 rue Antoine Zattara, CS 70248, 13331 Marseille Cedex 3 - N° SIRET 13000176100365, est bénéficiaire de la présente autorisation sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté. Il est dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

Article 2 : Objet de l'autorisation

Le bénéficiaire est autorisé, en application des articles L181-1 et L. 214-3 du code de l'environnement, à réaliser le confortement des berges de La Bléone le long de la RN 85 sur la commune d'Aiglun entre le giratoire des ammonites au nord (zone amont) et la parcelle 1020 en amont immédiat de l'épi du Météore au sud (zone aval).

Le présent projet de confortement concerne une protection globale au droit de la RN85 selon trois tranches de réalisation : amont, médiane et aval, sur un linéaire total de 1 587 ml.

Cet aménagement est exécuté conformément au dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Article 3 : Rubriques de la nomenclature

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 (IOTA) du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Volume de l'opération et consistance	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	Phase chantier : pompage des eaux de nappe en phase travaux pour réalisation des fouilles	D	Arrêté du 11 septembre 2003
3.1.1.0	3.1.1.0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ; 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D). Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Phase chantier : le projet nécessitera la mise en place de batardeaux qui seront retirés en fin de chantier. Ces batardeaux constitueront , en phase chantier, un obstacle à l'écoulement des crues	A	Arrêté du 11 septembre 2015
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Phase chantier : le projet nécessitera une dérivation des eaux afin de travailler hors d'eau	A	
3.1.4.0	3.1.4.0. Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ; 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	Confortement des berges de la Bléone le long de la RN 85 par mise en place d'une protection mixte sur une longueur totale d'environ 1587 ml	A	
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	Phase chantier : mise hors d'eau de plusieurs centaines de mètres linéaires d'écoulement de la Bléone	A	Arrêté du 30 septembre 2014

Article 4 : Objet de la dérogation au titre de l'article L411-2-4 du Code de l'Environnement

Dans le cadre de l'aménagement visé à l'article 2, la dérogation à l'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation d'habitats fonctionnels, d'alimentation, de transit et/ou de reproduction et la destruction et la perturbation porte sur les habitats des espèces suivantes :

Nom commun / nom scientifique	Description de l'impact résiduel
OISEAUX	
Guêpier d'Europe (<i>Merops apiaster</i>)	Destruction d'habitat : talus présentant une colonie sur environ 230 ml / 161 m ²
FLORE	
Petite massette (<i>Typha minima</i>)	Destruction d'une station comprenant environ 1000 pieds (soit 200 m ²) en bon état de conservation
AMPHIBIENS	
Pélodyte ponctué (<i>pelodytes punctuatus</i>)	Destruction et / ou dérangement et déplacement d'individus Tous stades confondus
Crapaud calamite (<i>Epidalea calamita</i>)	
Grenouille rieuse (<i>Pelophylax ridibundus</i>)	
REPTILES	
Couleuvre vipérine (<i>Natrix maura</i>)	Destruction et / ou dérangement et déplacement d'individus Tous stades confondus
Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>)	
Lézard à deux raies (<i>Lacerta bilineata</i>)	
Couleuvre helvétique (<i>Natrix helvetica</i>)	
Tarente de Maurétanie (<i>Tarentola mauritanica</i>)	

Article 5 : Localisation des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux et activités concernés par la présente autorisation sont situés sur la commune d'Aiglun.

Titre 2 : CARACTÉRISTIQUES DES OUVRAGES

Article 6 : Nature des travaux de confortement des berges de la Bléone le long de la RN 85

Le projet consiste à réaliser une protection de berge globale de la RN 85 mixte, avec une partie basse en enrochements libres (sabot + partie basse du parement) et une partie haute en génie végétal sous la forme de plants de saules en godets.

Au vu de l'ampleur du linéaire d'intervention total de **1 587ml**, les travaux sont répartis en 3 tranches (cf annexe 1) :

*** Tranche amont :**

Cette tranche, correspondant aux secteurs 2 et 3 et comprend les 422 m de berge situés à l'aval immédiat de l'exutoire du ravin de Trémoré.

*** Tranche médiane :**

Cette tranche comprend les 671 m de berge, correspondant aux secteurs 4 à 10.

*** Tranche aval :**

Cette tranche correspondant aux secteurs 11 à 14, comprend 494 m de berge et se situe à l'amont immédiat de l'ancienne discothèque des Météores (sans inclure les « protections » du Météore, l'épi n°6 n'étant pas conforté).

Article 7 : phasage des travaux

Les travaux sont réalisés sur 3 ans, la durée des travaux par tranche est estimée à 3 mois.
Les travaux débutent par la tranche médiane puis la tranche aval et enfin, la tranche amont.

Article 8 : Caractéristiques des travaux de confortement des berges de la Bléone le long de la RN 85

- x Une protection de berge en enrochements libres est mise en place.
- x Le perré est penté à 3H/2V avec une hauteur de 2.6 m, pour une épaisseur de 1.5 m en pied et de 1.3 m en tête.
- x Le sabot a une épaisseur de 2.5 m, s'abaissant à 2 m en extrémité. Il a une longueur de 4 m.
- x Le volume global d'enrochements est de l'ordre de 16.3 m³/ml.
- x La partie haute du parement est pentée à 2H/1V. Elle est recouverte d'une épaisseur de 0.2 m de terre végétale.
- x La terre est maintenue en place par une toile coco associée à un grillage pare-bloc.
- x Le talus est végétalisé sur les 1.8 m aval (correspondant à l'espace susceptible d'être inondé en crue centennale, soit 0.9 m de hauteur) à l'aide de plants de saules en godet, à raison de 3 saules par mètre linéaire de digue.
- x Du paillage sera étalé sur ce même linéaire.
- x Le talus est ensemencé
- x Des arbres de haut-jet sont plantés tous les 1,5 m, à 1 m du sommet de talus,
- x Sur la tranche amont, secteurs n°2 et n°3, la haie d'arbre existante est laissée en place.
- x Des points hauts sont réalisés sur le sabot en enrochements, tous les 25 m, afin de fixer la terre, pour que la végétation puisse se développer en pied d'enrochements.

Titre 3 : PHASE CHANTIER

Article 9 : modalités de chantier

- x La mise hors d'eau du chantier se fait par dérivation de la Bléone avec une emprise chantier d'environ 25 m de large,
- x Une pêche de sauvetage avant mise à sec complète du bief est réalisée,
- x la partie amont du merlon est consolidée à l'aide de blocs d'enrochement,
- x A l'aval du merlon, des bassins de décantation avec barrages filtrants sont créés afin de limiter le flux de matières en suspension (MES). Leur nombre devra être suffisant pour éviter tout risque de relargage de MES en aval.

Article 10 : démontage des protections existantes

Les protections suivantes sont démontées :

- x les enrochements de 2011 sur les secteurs n°5 et n°7

- x l'épi n°2 du secteur n°4,
- x l'épi n°3 du secteur n°6
- x l'épi n°4 entre les secteurs n°7 et n°8,
- x l'épi n°5 entre les secteurs n°8 et n°9

Seul l'épi n°6 secteur n°14 du Météore est conservé en l'état (sans confortement).

Article 11 : gestion des exutoires pluviaux

Les 5 ouvrages pluviaux présents sur le linéaire de la digue sont conservés (secteurs 3, 6, 8 et 9). Une cunette bétonnée est réalisée au sein des enrochements à l'aval de chaque exutoire pluvial, pour permettre le transit des écoulements.

Article 12 : récolement des ouvrages après réalisation

Un plan côté des ouvrages est transmis dans le compte rendu de chantier afin de permettre la vérification du respect des cotes projet de chaque ouvrage et notamment :

- cote du sommet du sabot tous les 100 m depuis le point 0 au droit du panneau à l'aval du giratoire des ammonites,
- cote de calage du sommet du parement tous les 100 m depuis le point 0 au droit du panneau à l'aval du giratoire des ammonites,

Article 13 : remise en état du site

Le site est remis en état après chaque tranche de travaux :

- x retrait des aménagements provisoires par démantèlement du système de dérivation des eaux et des pistes d'accès,
- x régalage des matériaux excédentaires issus des fouilles sur l'emprise chantier dans le lit de la Bléone permettant leur remobilisation lors d'une prochaine crue morphogène . Les conditions de régalage sont vus au préalable avec les services de la DDT et de l'OFB.
- x évacuation des déchets en centre agréé
- x remise en état des terrains, griffage des surfaces roulées...

La rampe d'accès au lit de la Bléone située au niveau de la tranche médiane et utilisée pour les 3 tranches de travaux, peut être maintenue entre chaque tranche de travaux sans confortement et *in fine*, après les travaux avec confortement inclus dans la protection de berge. Son accès, en dehors des phases de chantier, devra toutefois être condamné afin d'éviter la circulation d'engins motorisés dans le lit de la Bléone. Cette condamnation est réalisée de manière à ce que même les deux-roues motorisés ne puissent accéder au lit.

Article 14 : Plan de chantier (MA04)

Le bénéficiaire établit un plan de chantier. Ce plan de chantier est transmis au service chargé de la police de l'eau (DDT 04) ainsi qu'à l'OFB 04 au moins quinze jours avant le début des travaux par tranche et/ou secteur.

Il comporte, *a minima* :

- un plan de masse à une échelle minimale de 1/200 présentant les installations de chantier : les accès, les zones de stockage des engins et des matériaux, les zones de circulation des engins, l'emplacement pour la décantation des laitances de béton avant séchage et évacuation, les dispositions retenues pour la réalisation des travaux hors d'eau. Les installations de chantier ainsi définies font l'objet d'un balisage strict au moyen de clôtures solides.

- Un plan d'intervention d'urgence en cas de pollution accidentelle (MA05) : modalités de récupération et d'évacuation des polluants, matériel nécessaire à l'intervention, liste des organismes à contacter en priorité... Cette liste des organismes doit, a minima, inclure la Direction Départementale des Territoires, la délégation départementale des Alpes de Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé PACA, la personne publique responsable de la distribution d'eau et la mairie concernée. Un registre est tenu rapportant l'ensemble des pollutions accidentelles générées et les moyens mis en œuvre.
- Un plan d'intervention en cas de montée soudaine des eaux (MA06).

Article 15 : Plan de respect de l'environnement PRE

Un plan de respect de l'environnement PRE est élaboré. Il présente les engagements de l'entreprise et les procédures pour respecter les dispositions environnementales définies dans le dossier et dans le présent arrêté.

Ce PRE est transmis, avant l'ouverture du chantier, par le bénéficiaire, aux services de la DDT et de l'OFB.

Article 16 : Visite préalable

Le bénéficiaire prévient le service chargé de la police de l'eau de la DDT 04 ainsi que l'OFB 04 au moins 15 jours avant le début des travaux de chaque tranche afin d'effectuer une visite préalable des lieux pour arrêter les mesures pratiques liées à la protection des milieux et définies dans le plan de chantier prévisionnel.

Il établit un compte-rendu de cette visite qu'il adresse à ces mêmes services.

Article 17 : Déroulement du chantier

Le bénéficiaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que les travaux ou l'ouvrage pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.

Il doit en outre garantir une capacité d'intervention assurée par une astreinte de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude. A ce titre un suivi météo est mis en place avec un système d'alerte en cas de crue.

Les travaux sont surveillés par le bénéficiaire et/ou son maître d'œuvre, régulièrement sur le chantier et en relation étroite avec les services de l'Office Français de la Biodiversité. Ces derniers sont informés de toutes les opérations ayant lieu dans le lit mineur ou pouvant avoir une incidence sur les écosystèmes aquatiques et rivulaires.

Article 18 : Comptes-rendus de chantier

Le bénéficiaire établit au fur et à mesure de l'avancement des travaux des comptes-rendus de chantier dans lesquels il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux.

Ces comptes-rendus sont adressés au service chargé de la police de l'eau de la DDT, à l'OFB 04, ainsi qu'à la mairie d'Aiglun.

Article 19 : Fin de chantier

Dans les deux mois suivants la fin du chantier de chaque tranche, le bénéficiaire transmet au service de la police de l'eau de la DDT 04 un compte rendu de chantier dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions qui lui ont été applicables, les écarts entre la réalisation et les prescriptions, les raisons de ces écarts, les mesures alternatives prises et les justifications de leur équivalence concernant l'efficacité en matière de réduction d'impact ou les justifications d'absence d'impact y compris sur la sécurité.

Ce compte rendu est accompagné :

- des bons justifiant l'élimination en centre agréé des déchets du chantier,
- d'un plan coté des ouvrages (cf article 12) permettant de vérifier le respect des prescriptions établies dans le dossier.
- Ce compte rendu retrace également la mise en œuvre des mesures d'évitement, réduction décrites en annexe du présent arrêté.

La conformité des travaux ne sera prononcée qu'après constatation sur site des prestations réalisées, des opérations de remise en état des lieux et de la réception du compte rendu de fin de chantier.

Article 20 : Assistance environnementale

Le bénéficiaire met en œuvre un suivi environnemental du chantier. A cet effet, il établit une feuille de route regroupant l'ensemble des mesures et préconisations environnementales ainsi que leur état d'avancement.

Cette feuille de route est jointe avec les comptes-rendus de chantier qui sont transmis au service de police de l'eau de la DDT ainsi qu'à l'OFB.

En parallèle, un suivi environnemental spécifique sera réalisé par des écologues pour le suivi de la mise en œuvre des dispositions issues de la dérogation relative aux espèces protégées.

Article 21 : Sensibilisation environnementale sur le chantier

Le bénéficiaire est tenu de sensibiliser le personnel des entreprises sur les enjeux biodiversité du site et de la prise en charge d'un animal blessé ou en détresse pendant le chantier, en collaboration avec le centre de soins de faune sauvage.

Article 22 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le bénéficiaire doit prendre toutes les mesures possibles pour y mettre fin, en évaluer les conséquences et y remédier. Les travaux sont interrompus jusqu'à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour en éviter le renouvellement. Il en informe dans les meilleurs délais le Préfet, le service chargé de la police de l'eau et le maire intéressé, soit du fait du lieu de l'incident, soit du fait des conséquences potentielles de l'incident, notamment en cas de proximité d'une zone de captage pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ou d'une zone de baignade.

Titre 4 : PHASE EXPLOITATION

Article 23 : entretien des ouvrages et du lit de La Bléone

- x un entretien de la végétation est mis en place de manière à ce qu'aucun arbre de diamètre important (>15 cm) ne se développe sur le corps de l'ouvrage (perré en enrochement) ou au voisinage immédiat,
- x Les coupes de végétation sont réalisées en période automnale,
- x En cas de forte végétalisation du lit de la Bléone entraînant une réduction significative de la bande active, des travaux de coupe de la végétation dans le lit et d'essartement des atterrissements pourront être réalisés.

x Les embâcles à proximité de la berge devront être enlevés, s'ils semblent poser un risque pour la pérennité de l'ouvrage.

Pour ces 2 derniers points, un contact préalable sera pris avec la DDT pour définir les modalités d'intervention et le cadre réglementaire.

Article 24 : suivi et inspection des ouvrages

x une visite *a minima* annuelle est réalisée en période hivernale. Cette visite a pour objectif de détecter les éventuelles détériorations après les périodes de crues automnale et avant les hautes eaux du printemps.

x L'ensemble du linéaire de l'ouvrage est parcouru par une équipe, *a minima*, de 2 personnes, sensibilisées et formées à la détection des différents types de dégradation de ce type d'ouvrage et de leurs signes avant-coureurs.

x Lors de cette visite, les agents sont munis des fiches terrains de l'année précédentes et d'un jeu de fiches vierge afin de pouvoir comparer et juger des éventuelles évolutions.

x Une visite post crue est prévue après toute crue de période de retour supérieure à 2 ans.

Titre 5 : MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES ECOSYSTEMES

Conformément aux propositions contenues dans le dossier déposé, le bénéficiaire met en œuvre et prend intégralement en charge financièrement les actions qui suivent.

Les objectifs de résultats l'emportent sur les objectifs de moyens et visent, sur la durée d'exploitation de l'ouvrage, à une absence de perte nette, voire à un gain de biodiversité. Les montants financiers indiqués dans le dossier sont prévisionnels et indicatifs.

Article 25 : Mesures de préservation de la qualité des eaux superficielles et des sols

- Si nécessaire, les installations fixes de chantier sont équipées d'un dispositif de fosse étanche pour la récupération des eaux usées et de toilettes chimiques.
- Les opérations d'entretien et de ravitaillement des engins de chantier seront réalisées sur des aires étanches aménagées et munies d'un déshuileur. Les déshuileurs sont curés dès que nécessaire et les produits de curage seront évacués vers les filières de traitement adaptées.
- La zone de parking est étanchéifiée par une géomembrane (enlevée en fin de chantier).
- Les produits dangereux (produits d'entretien des engins) sont stockés sur des rétentions couvertes, qui seront fermées en dehors des heures de fonctionnement du chantier pour éviter tout risque d'intrusion et de pollution suite à un acte de malveillance et hors zone inondable, à l'abri des intempéries. Les zones de chantier seront par ailleurs interdites au public.
- Les déchets produits par le chantier seront stockés dans des contenants spécifiques, si besoin sur rétention - tout dépôt sauvage sera interdit.
- Les hydrocarbures seront stockés en bac de rétention avec cuve double paroi.
- Le stockage des carburants et autres produits toxiques est fait sur une aire étanche afin de prévenir toute fuite dans le milieu.
- Le matériel et les engins feront l'objet d'une maintenance préventive portant en particulier sur l'étanchéité des réservoirs et des circuits de carburants et de lubrifiants.
- Pour les parkings et les surfaces imperméabilisées : mise en place de géomembrane puis curage.
- Un emplacement sera réservé pour la décantation des laitances de béton issues du nettoyage des toupies et des éventuelles opérations de pompage, qui seront ensuite séchées et évacuées en déchet inerte.

- Pour l'approvisionnement en carburant : vérification des raccords au niveau des flexibles utilisés pour l'approvisionnement, utilisation de pistolet d'approvisionnement à gâchette anti-retour, récupération des égouttures par rétention, kit absorbant à proximité du point d'approvisionnement.
- Collecte et traitement des eaux de ruissellement du chantier.
- Collecte et traitement du réessuyage des matériaux.
- Des consignes de sécurité spécifiques au chantier seront établies pour éviter tout accident, de type collision d'engins ou retournement.
- Mise à disposition, dans les véhicules et les locaux de chantier, de produits absorbants (type sable, terre de diatomée) et de kits antipollution.
- En cas de pollution accidentelle, les terres polluées accidentellement sont raclées et récupérées, puis évacuées en filière adaptée. Le plan d'intervention en cas de pollution accidentelle prévu à la MA5 (article 26) précise le dispositif à mettre en place.

Titre 6 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA DEROGATION ESPECES PROTEGEES

Article 26 : Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts, et mesures d'accompagnement et de suivis

Conformément aux propositions contenues dans sa demande d'autorisation, le bénéficiaire met en œuvre et prend intégralement en charge financièrement les actions qui suivent (actions détaillées dans le dossier et dans le mémoire en réponse à l'avis du CSRPN susvisés).

Les objectifs de résultats de ces mesures, en termes d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité, l'emportent sur les objectifs de moyens. Les montants financiers indiqués dans le dossier technique susvisé sont prévisionnels et indicatifs. Les modifications des actions sont soumises à validation préalable de l'administration.

Mesures d'évitement (2) :

ME01 : redéfinition des caractéristiques du projet, étude de 3 scénarii avec choix retenu du moins impactant : protection mixte génie civil / génie végétal

ME02 : limitation / positionnement adapté des emprises des travaux avec un accès unique pour les 3 tranches de travaux

Mesures de réduction (21) :

Phase travaux :

MR01 : Limitation des emprises travaux et / ou zones d'accès et/ zones de circulation des engins au strict nécessaire : préservation de la ripisylve sur la tranche amont des travaux

MR02 : recherche et mise en défens des stations de petite massette

MR03 : mise en défens des arbres cavitaires

MR04 : mise en défens des zones favorables aux insectes

MR05 : mise en défens et déplacement éventuel des zones à characées

MR06 : recherche et mise en défens des zones de nidification des oiseaux liés à la dynamique alluviale

MR07 : mise en défens des zones favorables à l'ichtyofaune

MR08 : mise en défens d'une partie de l'atterrissement situé entre le PM 850 et le PM 1050 et des iscles végétalisées

MR09 : adaptation des modalités de circulation des engins

MR10 : optimisation de la gestion des matériaux (déblais / remblais)

MR11 : dispositif préventif de lutte contre les pollutions + dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier

MR12 : dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

MR13 : dispositif de limitation de nuisance envers les populations humaines

MR14 : récupération et transfert d'une partie du milieu naturel : transplantation d'individus / translocation manuelle ou mécanique de la petite massette sur 4 sites potentiels.

MR14 bis : accompagnement scientifique (avec son financement) de la mesure MR14 suivi par un spécialiste de la petite massette sur 5 ans. Les résultats de l'étude seront publiés sous forme d'articles scientifiques ou de documents techniques et autant que possible incluant également l'analyse des résultats d'opérations précédentes de transplantation en moyenne Durance.

MR15 : prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces : réalisation d'une pêche électrique de sauvetage / déplacement d'amphibiens et de reptiles dans la zone de chantier.

MR16 : dispositif d'aide à la recolonisation du milieu par replantation d'arbres de haut-jet tous les 1,5 m à 1m du sommet du talus.

Les essences suivantes sont privilégiées : frêne oxyphile (*Fraxinus angustifolia*), érable champêtre (*Acer Campestre*), peuplier noir (*Populus nigra*), peuplier tremble (*Populus tremula*), aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), saule blanc (*salix alba*)...

MR17 : dispositif de repli du chantier

MR18 : mise en place d'un protocole d'abattage des arbres favorables aux chiroptères

MR19 : débroussaillage du site selon une méthode permettant la fuite de la faune

MR20 : adaptation de la période des travaux sur l'année

MR21 : adaptation des horaires de travaux (journalier)

Mesures compensatoires (6) :

Guêpier d'Europe	<u>MC01</u>	- création d'un merlon de compensation sur 100ml et 1,5 m de hauteur (soit une surface compensée de 150 m ²) - création d'un habitat favorable au Guêpier d'Europe sur 50 ml et 1m de hauteur (soit 50 m ²) (Travaux réalisés en 2016)
	<u>MC02</u>	Réhabilitation du merlon de compensation pour le Guêpier d'Europe sur 100 ml avec une rehausse de 50 cm soit 50 m ² . La surface finale passe donc de 150 à 200 m ² . Constitution d'un comité de pilotage pour le suivi de cette mesure associant a minima la DIRMED, le SMAB, le CSRPN, la LPO, la DDT, la DREAL SBEP
	<u>MC03</u>	Réhabilitation d'un ancien site historique de nidification du Guêpier, commune de Malijai, parcelle A149 (pour 62,8 m ²) + entretien annuel avec visite préalable d'un écologue
Petite massette	<u>MC04</u>	Essartement et scarification des bancs de galets sur 22 580 m ² à l'aval de la zone de travaux (pont du Chaffaud). La mise en œuvre de cette mesure est subordonnée à la réalisation d'un état initial et d'une évaluation de ses impacts en terme de fonctionnement hydrologique et de biodiversité
	<u>MC05</u>	Enlèvement / traitement d'espèces végétales exotiques envahissantes sur 5 années potentiellement renouvelable si nécessaire, sur le périmètre des travaux

Chiroptères et Petit-Duc Scops	<u>MC06</u>	Pose de 10 gîtes de substitution sur des arbres au sein de l'emprise chantier dont 3 nichoirs à petit-duc scops et 7 nichoirs à chiroptères Pose : 5 nichoirs avant démarrage du chantier et 5 nichoirs en fin de chantier Suivi : suivi annuel pendant 3 ans pour évaluer l'efficacité de cette mesure.
--------------------------------	-------------	--

La durabilité des mesures compensatoires présentées ci-dessus s'étend jusqu'à n+15 à partir de la phase exploitation du projet.

Mesures d'accompagnement et de suivi (6) :

MA01 : Approfondissement des connaissances relatives à une espèce : le Guêpier d'Europe

Rédaction d'un plan de gestion + mise en œuvre. Le plan de gestion précisera également les mesures d'entretien et de suivi des deux sites de compensation.

MA02 : Approfondissement des connaissances relatives à une espèce : la Petite Massette

Elaboration d'un état des lieux, rédaction d'un plan de gestion et mise en œuvre.

Ce plan de gestion débute dès l'étude scientifique en mettant en évidence les différentes opérations à réaliser sur l'ensemble du bassin versant de la Bléone avec la mise en place d'éventuelles restaurations de sites futurs. Ce plan de gestion sera mené également pendant toute la phase travaux et inclura le suivi des populations à n, n+1, n+2, n+3, n+4 et n+5. Ce suivi sur 5 ans après transplantation, accompagné par un spécialiste de l'espèce, comprendra également les dernières transplantations (réparties sur 3 années) et intégrera autant que possible 2 ou 3 populations témoins proches.

MA03 : Organisation administrative du chantier – mission de coordination environnement du chantier

MA04 : Organisation administrative du chantier – plan de chantier

MA05 : Organisation administrative du chantier – plan d'intervention en cas de pollution accidentelle

MA06 : Organisation administrative du chantier – plan d'intervention en cas de risque de crue.

Mesures de suivi :

MS01 : Suivi de l'efficacité des mesures mises en œuvre pour la faune et la flore. Cette mesure de suivi s'étale sur une durée de 15 ans à partir de la phase d'exploitation du projet selon la fréquence suivante (sauf dispositions contraires pour un groupe spécifique précisé ci-dessous) : suivi annuel pendant 7 ans puis bisannuel jusqu'à n+15.

Suivi de la colonisation des 2 sites par le guêpier d'Europe :

Le suivi est ainsi réparti : 2 passages au printemps / été durant les années 1 à 5, puis 1 passage au printemps années 6 et 7 puis un passage bisannuel de l'année 8 à 15.

Suivi des sites de la petite massette :

Le suivi est ainsi réparti : 1 passage annuel sur le site initial et le site de compensation durant les années N à N+7 puis bisannuel de N+8 à N+15 ans.

Suivi quantitatif à chaque campagne : nombre d'individus, surface de la station, menaces ou évolution du milieu au droit de la station...

Suivi des chiroptères :

Vérification de la recolonisation de la berge confortée : étude acoustique active + pose de 2 enregistreurs automatiques. Deux campagnes nocturnes seront menées, une au printemps (mai/juin) et une en été (juillet/août). Chaque passage fera l'objet de 10 points d'écoute actifs et de 2 points d'enregistrements (soit 4 nuits d'enregistrements /année de suivi).

Suivi de l'avifaune inféodée au cours d'eau en tresse : petit gravelot, chevalier guignette

Réalisation de 2 prospections par année de suivi au printemps/été (entre avril et août).

Suivi des insectes liés aux iscles

Réalisation de 3 campagnes /an réparties entre le printemps et l'été.

Suivi de la végétation de la berge confortée

Réalisation d'un passage par année de suivi, en juillet. En cas de présence avérée d'espèces exotiques envahissantes, des modalités de gestion seront proposées.

Article 27 : Bilan annuel des mesures ERC

Chaque année durant les 7 premières années puis tous les 2 ans jusqu'à atteindre N+15, le bénéficiaire dresse un bilan de la réalisation des mesures et de leur efficacité et fait une comparaison avec les résultats de l'année précédente.

Au bout de 5 années de suivi, il est procédé à un bilan global. Notamment, pour la mesure MC05, le bilan au terme des 5 ans doit conclure sur l'efficacité et le renouvellement ou pas de cette mesure. Ce bilan annuel est adressé à la DDT ainsi qu'à la DREAL SBEP.

Article 28 : Mesures correctives et complémentaires

Si les suivis prévus à l'article précédent mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire sera tenu de proposer à la DREAL SBEP des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires. Le préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 29 : Information des services de l'État et publicité des résultats

Le bénéficiaire transmet sans délai à la DREAL SBEP les données cartographiques relatives à l'aménagement et aux mesures prévues à l'article 26, dans un format compatible avec l'outil cartographique GeoMCE déployé au niveau national pour le suivi de ces mesures.

Le bénéficiaire est tenu de signaler à la DREAL SBEP et la DDT 04 les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis naturalistes sont versés par le bénéficiaire à la base de données régionale du SINP (SILENE) et dans la plate-forme nationale projets-environnement.gouv.fr. Pour chaque lot de données, le maître d'ouvrage fournira à la DREAL SBEP l'attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILENE. Ces données peuvent être utilisées par la DREAL afin de permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets en milieu équivalent.

Article 30 : Durée de validité de la dérogation espèces protégées

La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés au projet, dans la limite de 10 ans à compter de la date du présent arrêté.

Titre 7 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 31 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles et R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

Article 32 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police conformément aux dispositions de l'article L.181-22 du code de l'environnement.

Faute par le bénéficiaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du bénéficiaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le bénéficiaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 33 : Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 34 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le bénéficiaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le Préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 35 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques et les agents chargés du contrôle auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par l'article L181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 36 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 37 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations. En particulier, toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire concerné.

Article 38 : Publication et information des tiers

En application de l'article R 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de la présente autorisation est déposée à la mairie d'Aiglun

2° Un extrait de la présente autorisation est affiché à la mairie d'Aiglun pendant une durée minimum d'un mois ; un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;

La présente autorisation est publiée sur le site internet de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est également publié au Recueil des Actes Administratifs des Alpes-de-Haute-Provence.

Article 39 : Voies et délais de recours

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-de-Haute-Provence prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

II.– Un recours gracieux ou hiérarchique peut être déposé dans les deux mois, ce recours administratif prolonge de deux mois les délais visés ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de du projet mentionné à l'article 1er, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Article 40 : Conservation

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

Article 41 : Mesures exécutoires

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence,

Le Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence,

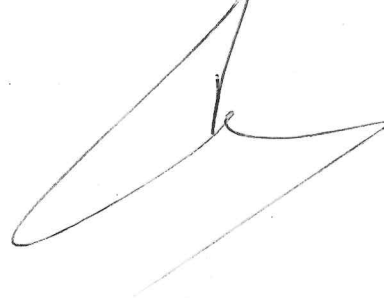
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Le maire de la Commune d'Aiglun,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée.

La Préfète,

Isabelle TOMATIS

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'I' followed by a horizontal stroke and a small loop at the end.



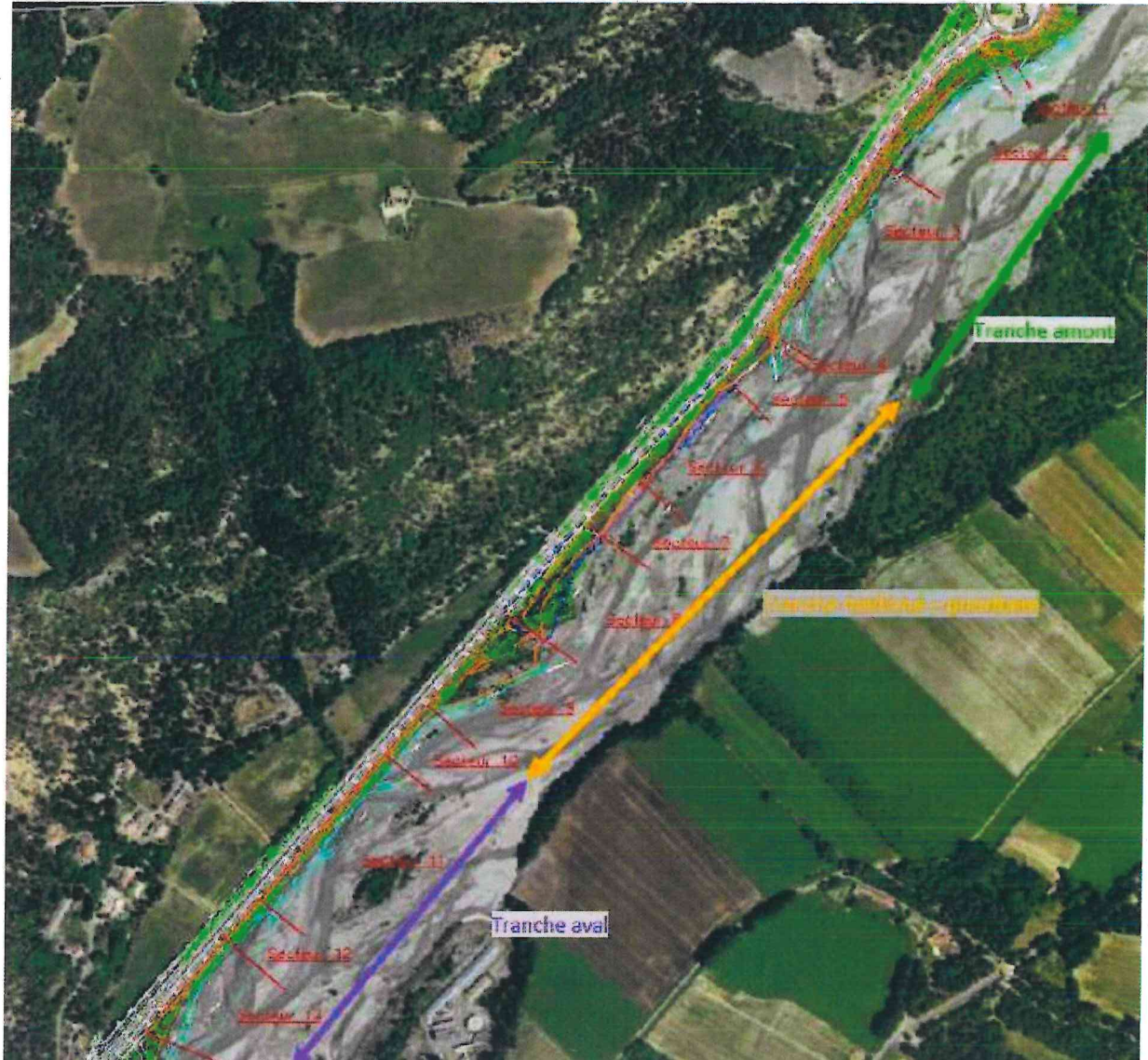
**PRÉFÈTE
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe n°1 à l'arrêté préfectoral n°2025-276-07 du 3/10/2025
portant autorisation environnementale au titre de l'article L. 214-3 du code
de l'environnement pour le confortement des berges de La Bléone le long
de la route nationale 85, commune d'Aiglun

Portant dérogation aux interdictions de destruction, de perturbation inten-
tionnelle de spécimens et d'habitats d'espèces animales protégées au titre
de l'article L411-2-4° du code de l'environnement

Localisation des secteurs d'interventions par tranche de travaux



Secteurs	Linéaire (m)	Tranche de travaux	Linéaire par tranche
2	182	Amont	422 m
3	240		
4	10	Médiane	671 m
5	60		
6	160		
7	81		
8	141		
9	142		
10	77		
11	226	Aval	494 m
12	60		
13	148		
14	60		